

Votre nom

Adresse

Monsieur le Procureur de la République
Tribunal de Grande Instance de _____

A _____

Le _____

Objet : Signalement de dissimulation d'emploi - SAS MILEE

Monsieur le Procureur de la République,

Je suis salarié de la SAS ADREXO devenue SAS MILEE dont le siège social est situé à Aix en Provence, EuroParc de Pichaury – BAT D5 – 1330 Avenue Guilibert de la Lauzière et immatriculée au Tribunal de Commerce d'Aix en Provence sous le n° 315 549 352, je travaille dans l'agence de _____ en qualité de distributeur de prospectus.

Cette société est dirigée par la SAS Hopps Group (RC : 319 428 967), domiciliée à la même adresse et elle-même dirigée par les SAS ATHEVA (RC n° 789 066 768 domiciliée 23 AV JACQUES GARCIN - 13260 CASSIS), SATINE (RC n° 493 019 467 domiciliée 5 ESP DU LUBERON – DOMAINE DE PONT ROYAL - 13370 MALLEMORT) et DE L'AUBRAC (RC n° 827 637 927 domiciliée 8 RUE DE ROUVRAY - 92200 NEUILLY SUR SEINE), respectivement dirigée par Monsieur Frédéric PONS, Eric PAUMIER et Guillaume SALABERT. Le Directeur Général de la société est Eric PAUMIER.

La société a mis en place un système de mesure et de contrôle du temps de travail sur le terrain au moyen d'une « Badgeuse » pendant la distribution dans le cadre d'un accord d'entreprise.

Depuis quelques semaines, cet appareil se bloque à un temps fixé par l'entreprise et me demande d'appeler l'agence pour savoir si je dois continuer ou non.

Au choix :

Mon interlocuteur m'a demandé de continuer mon travail en me promettant un paiement de ce temps complémentaire mais il n'apparaît finalement pas sur mes bulletins de salaire.

Mon interlocuteur refuse de payer du temps pourtant réellement travaillé et mesuré par la badgeuse pour différents motifs explicités sur des récapitulatif de distribution.

C'est donc en toute connaissance de cause et sciemment qu'est organisé une dissimulation d'une partie des heures travaillées.

De ce fait, je me vois contraint de vous signaler cette dissimulation d'emploi réprimée par l'article L8224-1 et suivants du Code du Travail et vous demande d'y donner une suite pénale.

J'adresse copie de la présente aux services de l'URSSAF des Bouches du Rhône.

Vous remerciant par avance, veuillez recevoir, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de mes respectueuses salutations.

M _____

Joindre à ce courrier, toutes les pièces utiles, comme la ou les feuilles de route, mails, récapitulatif de distribution, fiche de paye.